



PLAN INFOS

Bulletin Trimestriel d'Information du Ministère du Plan et du Développement Economique

Juillet - Septembre 2019

01

PNDES

Cadre fédérateur des interventions au développement en Guinée

PNDES 2016-2020 :

Près de 9 milliards de dollars US mobilisés

675 projets prioritaires ciblés

PNI-PIP-SIG PIP : Des outils efficaces de mise en œuvre

LA GUINÉE AUX ASSEMBLÉES ANNUELLES 2019 DE LA BAD :

*Une présence active pour une participation
efficace à Malabo.*

GUINÉE - BAD :

*Inauguration du bureau
Pays en Guinée*





RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
PNDES 2016 - 2020
L'ÉNERGIE DE L'ÉMERGENCE

*Une Guinée prospère, plus inclusive et
au capital naturel géré de façon durable.*



**MINISTRE DU PLAN ET DU
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**



Nos Valeurs



EXPERTISES ET COMPÉTENCES

Nous exécutons des tâches et produisons des contenus qui répondent aux normes standards par des compétences éprouvées et respectées.



QUALITÉ ET FIABILITÉ

La qualité de nos études et la fiabilité de nos statistiques apportent des réponses appropriées aux enjeux stratégiques de développement de la Guinée.



ENGAGEMENT ET LOYAUTÉ

Nous servons avec amour et dévouement la patrie en demeurant fidèles et attachés aux principes de bonne gouvernance et de redevabilité.



RIGUEUR ET RESPONSABILITÉ

L'esprit d'équipe, la probité et le sens élevé de responsabilité dans l'accomplissement des missions sont nos principes directeurs.

« Poser les jalons solides d'un futur désiré pour une Guinée unie et prospère »

Au MPDE, nous pensons et agissons pour le développement de la Guinée !

Sommaire



LE BUREAU PAYS-BAD INAUGURÉ À CONAKRY

P.21



PARTENARIAT

Le Vice Président de la Banque Mondiale visite la Guinée.

P.27



PNDES 2016-2020

Cadre fédérateur des interventions d'appui au développement

P.08



RENCONTRE AVEC...

Mme KANNY DIALLO

P.18

MPDE :

Mission et attributions P.07

Le PNDES et ses outils de mise en œuvre P.15

Mme Kanny Diallo aux Assemblées annuelles du Groupe de la BAD à Malabo P.22

La Ministre Kanny Diallo sur le terrain à Dalaba pour promouvoir l'esprit et les fondements du développement local P.24

Le concept planification du développement P.25

MPDE : Fête du personnel P.28

Assemblées Annuelles de la BID à Marrakech P.30



Ours

Directeur de Publication

Pema Guilavogui
Secrétaire Général MPDE

Comité de Rédaction

Membres Cellule de communication, Staff Conseillers, Directeurs, Chefs Services et Personnes ressources MPDE

Conseiller à la Rédaction

Ibrahima Ahmed Barry
Journaliste Consultant

PAO / Conception Graphique

Sigrafik / CIVI COM



Guinéennes et Guinéens, Mes chers compatriotes,

.....Nous finissons une année [2018] qui a été sur le plan international marquée par une baisse persistante des cours de certaines matières premières, mais notre économie tient le cap.

En 2017, nous avons eu une croissance à deux chiffres de 10,0%, malheureusement avec les différents troubles, le taux actuel se situe entre 6% et 7%.

Dans le même temps, les réserves de la Banque centrale sont maintenues à un taux adéquat de trois mois d'importation. Le gouvernement continue d'oeuvrer à la préservation des équi-

libres macroéconomiques, à l'application du protocole d'accord avec le patronat et les syndicats, la mise en oeuvre des réformes relatives à la transparence budgétaire et la mobilisation sécurisée des recettes.

Un autre impératif s'impose toujours à nous : il s'agit de la gestion des projets convenus avec la Chine pour une enveloppe de 20 milliards de dollars qui seront investis dans les domaines de l'éducation, des infrastructures, de l'énergie et de l'agriculture. Plusieurs des projets concernés sont déjà en cours d'exécution.

La Guinée a également obtenu plus de 20 milliards de dollars en promesses de financements publics et privés au titre du Plan national de développement économique et social (PNDES), lors de la réunion de Paris. Les investissements prévus seront utilisés dans divers projets. Ces engagements s'exécutent dans le cadre d'un rapport de confiance rétabli avec le Fonds monétaire international, institution avec laquelle, notre gouvernement vient de conclure un deuxième programme économique et financier appuyé par la "Facilité élargie de crédit" d'un montant de 170 millions de dollars.

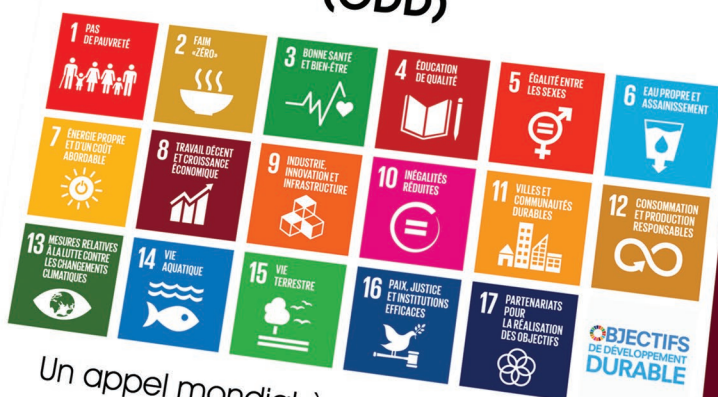
PROFESSEUR ALPHA CONDÉ
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

« Extrait du discours à la Nation à l'occasion du nouvel An 2019 »

En Guinée, le PNDES 2016 - 2020 intègre parfaitement les ODD 2030.



Objectifs du Développement Durable (ODD)



Un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité.



Mot de Mme la Ministre



MADAME KANNY DIALLO
Ministre du Plan et du Développement Economique

Chers lecteurs !

Je suis très heureuse de vous présenter ce tout-premier numéro du Bulletin trimestriel du Ministère du Plan et du Développement Economique dénommé : "PLAN INFOS". Ce bulletin qui fait partie d'une large panoplie de supports et d'outils d'information et de communication que lance mon Département. Il témoigne ainsi de notre volonté et de notre engagement à rendre compte de nos activités et surtout à servir de tremplin pour la lisibilité des objectifs, à nous assignés et la visibilité des résultats tangibles déjà atteints par notre Ministère.

Plan Infos se donne comme vocation essentielle d'une part, d'apporter aux nombreux utilisateurs de données des informations crédibles sur les différentes productions et publications que réalise le Département et de l'autre, d'informer de façon accessible et compréhensible le grand public. Notamment les citoyens bénéficiaires sur les résultats et impacts des projets et programmes d'investissements publics en matière de développement économique et social. Il s'agit entre autres des pro-

ductions statistiques, des documents de planification du développement, de programmation, de gestion et de suivi-évaluation des investissements publics en Guinée ainsi que des sujets se rapportant à l'actualité du Département.

On le sait, le développement économique social est le reflet de l'ensemble des mutations positives que peut connaître un pays. Ce développement va au-delà de la croissance économique pour prendre en compte les aspects aussi bien démographiques, environnementaux que sociaux indispensables au bien-être des populations. Les populations (sujet et objet du développement), les acteurs du secteur privé et de la société civile ont un besoin impératif de connaître et de comprendre les raisons des choix stratégiques du Gouvernement afin de les appuyer, de les soutenir et de s'en approprier efficacement.

C'est pourquoi, loin des jargons techniques, nous nous emploierons à travers ce canal d'information et de partage, à simplifier le discours et les concepts en vous fournissant

régulièrement des informations de qualités puisées à la source sûre et fiable. Afin de vous éclairer sur les réalités de nos actions et d'asseoir vos convictions sur ce que la Guinée, sous le leadership éclairé du Président Alpha Conde et de son gouvernement entreprennent et mettent en œuvre en matière de développement socio-économique pour le bien être inclusif des Guinéens.

Cette stratégie repose sur un socle : **la Vision prospective du Chef de l'Etat, Pr Alpha Condé** déterminé à poser les fondations solides d'une Guinée, « Pays Emergent » à l'horizon 2040. Le PNDES « Plan National de Développement Economique et Social » (2016-2020) est justement, le premier jalon de cette trajectoire qui doit mener le pays à l'émergence et à la prospérité d'ici à la prochaine génération conformément à la prospective nationale «Guinée, Vision 2040». Ce PNDES qui, depuis les travaux du Groupe Consultatif de Paris, bénéficie du soutien de la communauté des bailleurs de fonds, partenaires techniques et financiers de la Guinée, sera « le gros dossier » de ce premier numéro du Bulletin.

Bonne lecture !

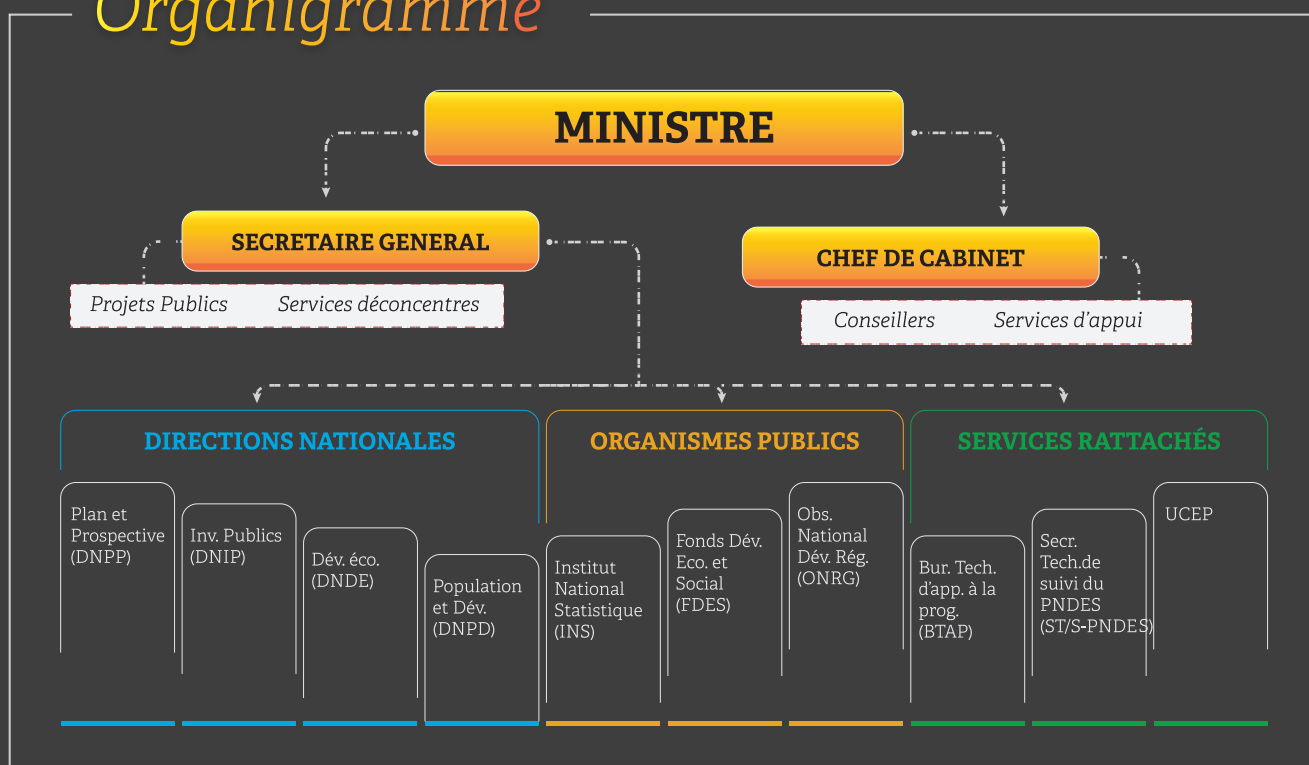


MPDE : Mission et Attributions

Conformément au Décret D/2018/187/PRG/SGG du 23 août 2018, le Ministère du Plan et du Développement Economique (MPDE) a pour mission la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine de la planification du développement économique et social et d'en assurer le suivi et l'évaluation. A ce titre, il est particulièrement chargé :

- D'élaborer les textes législatifs et réglementaires relatifs à la planification du développement économique et social et de veiller à leur application;
- De concevoir et d'élaborer les plans de développement économique, social et culturel et d'en assurer le suivi et l'évaluation;
- D'assurer le suivi des engagements de la réunion du Groupe Consultatif pour le financement du PNDES 2016-2020;
- D'assurer la traduction en politique nationale de développement, les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine;
- D'assurer le suivi des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030;
- D'élaborer et de mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de production et de diffusion des informations statistiques;
- De veiller à la planification et à l'exécution des recensements et des enquêtes nationales;
- De concevoir, d'élaborer et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la politique nationale de population;
- D'élaborer les programmes d'investissements publics et d'en assurer le suivi et l'évaluation;
- De participer à l'élaboration de la Loi des Finances;
- D'élaborer la Loi Programme;
- De gérer les partenariats avec les institutions de financement du développement;
- De participer aux rencontres nationales, sous régionales, régionales et internationales traitant des questions de développement économique et social.

Organigramme



PNDES 2016-2020

Cadre fédérateur des interventions au développement

Le PNDES en tant que cadre fédérateur des stratégies thématiques et sectorielles est appelé à assurer la synergie de toutes les interventions en matière de développement économique et social dans la perspective d'une meilleure coordination de l'action publique au cours de la période 2016-2020. Cet instrument stratégique qui remet la planification au goût du jour en Guinée devrait apporter plus d'efficacité en termes de résultats.



Outil d'opérationnalisation de «Guinée, Vision 2040», le Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) 2016-2020, constitue la deuxième génération de plans sous la 3ème République, après le Plan Quinquennal 2011-2015. Il fait suite à trois (3) séries de Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) dont le dernier en date fut le DSRP-3 arrivé à échéance

en 2015. Le PNDES est le fruit d'un processus participatif incluant les ministères, le secteur privé, la société civile, les collectivités locales, les institutions républicaines et les Partenaires Techniques et Financiers. Il est basé sur une analyse de la dynamique du développement de la Guinée sur une longue période, sur un cadre stratégique 2016-2020, sur un mécanisme de mise en œuvre et sur un dispositif de suivi et d'évaluation. Le PNDES

comprend en outre un cadre de résultats et une matrice d'actions prioritaires.

De l'analyse de la dynamique du développement, il ressort que des défis importants sont à relever dans tous les compartiments de la vie politique, économique et sociale. Le pays devra, au cours des prochaines années, exploiter à bon escient ses énormes potentialités naturelles pour répondre aux enjeux majeurs de son développement.

Les avantages liés à la mise en place de cette plateforme intégrée d'informations sont entre autres :

Accroître l'indice de développement humain (IDH) du pays de 0,411 en 2014 à au moins 0,482 en 2020 ;

Réduire l'incidence de pauvreté de 55,2% en 2012 à au moins 45,0% en 2020 et d'accroître le couvert forestier du pays de 25,9% en 2014 à au moins 28% en 2020.

Accélérer la croissance du secteur primaire pour atteindre au moins 6,5% à l'horizon 2020;

Accroître la part de l'industrie manufacturière dans le PIB de 8,3% en 2015 à au moins 9,5% en 2020;

Accroître la part des produits manufacturiers dans les exportations de 7,5% en 2013 à 12,5% en 2020.



Des objectifs clairs pour relever des défis

Pour faire face à ces enjeux, le PNDES s'est fixé comme objectif global de promouvoir une croissance forte et de qualité pour améliorer le bien-être des Guinéens et d'opérer la transformation structurelle de l'économie, tout en mettant le pays sur la trajectoire du développement durable. Cet objectif global devrait ainsi, à l'horizon 2020 améliorer le bien-être de la population guinéenne, réduire les inégalités et garantir l'équité intergénérationnelle. En outre, la transformation structurelle durable de l'économie guinéenne amorcée ces dernières années devrait être soutenue et amplifiée.

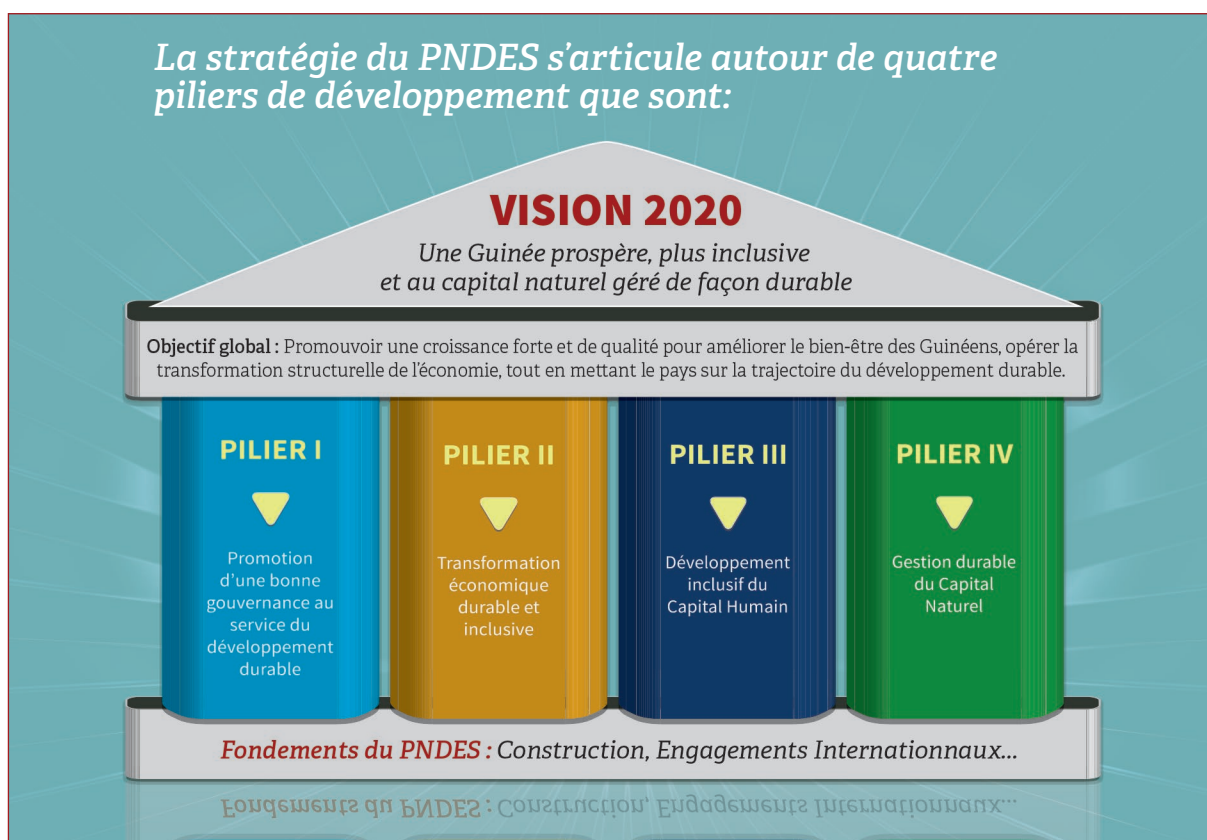
Secteurs cibles et résultats escomptés

Pour réaliser ces résultats et atteindre les cibles fixées, la stratégie globale du PNDES 2016-2020 consistera d'une part, à asseoir les bases institutionnelles solides, indispensables au progrès économique, social et environnemental, ainsi qu'à développer un capital humain susceptible de maximiser le dividende démographique, de favoriser l'accélération de la croissance et la réduction des inégalités. D'autre part, elle consistera à développer le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique, pour en faire un véritable levier de réduction à la fois, de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire; à promouvoir une industrie manufacturière incorporée aux secteurs primaire et minier, permettant d'exploiter toutes les chaînes

de valeurs de leurs filières respectives. Il faudra également chercher à intégrer le secteur minier au reste de l'économie, à travers la promotion de PME/PMI compétitives en matière de fourniture de biens et services domestiques aux mines, et l'investissement d'une proportion importante des recettes minières dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique.

Les autorités entendent se servir du PNDES pour impulser une dynamique de transformation de l'économie via le développement d'agropoles régionales basées sur les filières à forte valeur ajoutée et de pôles miniers compétitifs, composés d'industries minières et de PME/PMI en amont et en aval de ces industries minières.

Le socle du PNDES



Il faut savoir qu'un **Pilier** est une composante stratégique du PNDES. Il comprend des domaines prioritaires à travers lesquels sont déployées les actions devant permettre d'atteindre les résultats du Plan. Conformément au principe de la Gestion Axée sur les Résultats (**GAR**), à chacune des déclinaisons (pilier et domaine prioritaire) du PNDES, correspondent une hiérarchie des objectifs, une chaîne de résultats et des indicateurs appropriés.

Par ailleurs, la Stratégie de Promotion des Investissements ainsi que la Stratégie de Développement du Secteur Privé, tout en étant des composantes du PNDES sont les cadres d'orientation des actions du Plan dans leurs domaines respectifs. Le Programme Accéléré de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable (PASANDAD) 2016-2020, compte tenu de son caractère multisectoriel et multidimensionnel,

est une partie intégrante du PNDES en tant qu'à la fois, cadre d'orientation et d'opérationnalisation. Ces différentes stratégies/programmes, ont pour vocation de concourir à l'atteinte des résultats aux différents niveaux de déclinaison du PNDES.

Conformément aux actions envisagées, le PNDES prévoit une rupture de la tendance du taux de croissance de l'économie guinéenne à partir de 2018. En effet, de 5,3% en 2016, la croissance économique devrait atteindre une moyenne de 9% sur la période 2018-2020 grâce aux ambitieux projets d'investissements envisagés notamment dans les infrastructures de transports et d'énergie. Le taux de croissance du PIB par habitant devrait passer de 2,2% en 2015 à 7,2% en 2020, pour inverser la tendance de la pauvreté et améliorer le bien-être des populations.

Fondements du PNDES

La construction de la République de Guinée et le programme présidentiel :

" Bâtir avec le peuple, une Guinée de démocratie, de progrès économique et social, de liberté et de justice ".

"La Guinée, une nation solidaire, de progrès et de justice, qui consolide son respect sur la scène internationale".

Agenda



2020



2030



2063

Des ressources internes et externes à mobiliser pour atteindre des objectifs

La mise en œuvre du PNDES nécessite une mobilisation de ressources à hauteur de 122,8 milliards de GNF dont 45,8% pour le pilier 2 relatif à la transformation économique, 40,8% pour le pilier 3 relatif au développement du capital humain, 7,8% pour le pilier 1 relatif à la bonne gouvernance et enfin 5,6% pour le pilier 4 relatif à la gestion du capital naturel. Ce coût sera financé à 32,2% par le Budget national, 34,7% par le secteur privé à travers les projets d'investissements négociés ou en cours de négociation dans le cadre du Partenariat-Public-Privé.

Le succès du PNDES requiert l'implication harmonieuse de tous les acteurs et l'utilisation coordonnée de leurs instruments respectifs. Ainsi, l'État à travers ses administrations centrales et déconcentrées, les collectivités locales, le secteur privé, les organisations de la société civile et les partenaires techniques et financiers (PTF) sont les principaux acteurs de la mise en œuvre du PNDES.

Par conséquent, chacun de ces instruments devra s'aligner sur les résultats escomptés et les actions prioritaires du Plan.

Les collectivités locales concourent à la mise en œuvre des plans régionaux de développement économique et social (PRDES), lesquels font partie intégrante du PNDES, à travers le Plan de Développement Local (PDL), le Programme Annuel d'Investissement (PAI) et le budget de la collectivité. Le secteur privé lui est également appelé à contribuer aux côtés de l'État, à la réalisation des objectifs du PNDES. Un cadre partenarial entre les acteurs de la société civile et l'État permettra également la réalisation des objectifs du Plan.

Au niveau de l'État, les instruments de mise en œuvre du Plan sont:



- ▶ Les politiques/stratégies sectorielles ;
- ▶ Les PPP (Partenariat Public Privé) ;
- ▶ Le cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) et les cadres des dépenses à moyen terme (CDMT) ;
- ▶ Le programme d'investissements public (PIP) ;
- ▶ Le Budget de l'État ;
- ▶ Les plans d'actions ministériels ;
- ▶ Les programmes sectoriels.

Le dispositif de suivi évaluation, maillon fort du PNDES

Pour le suivi et l'évaluation du PNDES, un dispositif a été mis en place. Il s'agit du **DISE** (Dispositif Institutionnel de Suivi et d'Evaluation). Sa mission principale est de formaliser et d'animer le dialogue avec toutes les parties prenantes, sur la performance des actions de développement inscrites au PNDES, conformément aux principes directeurs du Plan.

Pour atteindre ses objectifs, le DISE (Dispositif Institutionnel de Suivi et d'Evaluation) fait intervenir cinq catégories d'acteurs dans des espaces bien définis :

- ▶ Le Cadre de Concertation et de Coordination entre le Gouvernement et les Partenaires au développement (CCC);
- ▶ Le Comité Technique de Suivi (CTS);
- ▶ Les Groupes Thématiques de Dialogue (GTD);
- ▶ Les Ministères à travers les Bureaux de Stratégie et de Développement (BSD);
- ▶ Les Régions/Préfectures à travers les Cellules de Suivi et d'Evaluation (CRSE/CPSE).

L'animation du dialogue sur la performance dans le cadre du DISE, se fait à travers un mécanisme de revues articulé autour de revues ministérielles/régionales/prélectorales, de revues thématiques, de revues techniques et de revues plénières. La périodicité de ces différentes revues est semestrielle pour tenir compte du

calendrier du cycle budgétaire défini par la Loi Organique Relative aux lois de Finances (LORF).

Au plan technique, le DISE est doté de trois (3) outils: le Cadre de Mesure de la Performance (CMP), le Rapport annuel de Performance (RAP) et le Document Annuel de Programmation (DAP).

A date, la mise en œuvre réussie du PNDES 2016-2020 a permis d'atteindre un taux de croissance moyen annuel de 12,1% entre 2016 et 2017 pour une projection de croissance moyenne annuelle 7,9% pendant la période de 2016-2020.

Soutiens techniques et appuis financiers des PTFs

A rappeler que le PNDES avait été présenté aux travaux du Groupe Consultatif de Paris en novembre 2017 recueillant alors, un soutien total et massif de la communauté des bailleurs, partenaires techniques et financiers de la Guinée. Un forum concluant qui avait permis au gouvernement de mobiliser des intentions de financement de 21.7 milliards de dollars US, dépassant de

loin, les attentes des autorités avant la réunion de Paris. Aujourd'hui, grâce aux efforts de suivi du Département et à la synergie d'action du Gouvernement sous l'impulsion du Chef de l'Etat, le pays a mobilisé et investi dans des projets et programmes de développement plus de 9 milliards de dollars US de ce montant annoncé à Paris.

Répartition des fonds annoncés au Groupe consultatif de Paris 21.730.573.121 USD

BILATÉRAUX (PAYS AMIS) 6.479.124.593 USD

MULTILATÉRAUX (INSTITUTIONS INTERNATIONALES) 7.504.248.528 USD

SECTEUR PRIVÉ (PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ) 7.747.200.000 USD

Mise en œuvre du PNDES et principaux résultats enregistrés en 2017

L'année 2017 est la deuxième année de mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020. Au cours de cet exercice, d'importantes actions ont été exécutées dans la perspective de l'atteinte des objectifs.

La mise en œuvre du PNDES en 2017 a bénéficié d'un environnement international et national favorable, marqué par un cadre institutionnel stable, un climat politique apaisé et un rétablissement de la confiance avec les partenaires bi et multilatéraux de la Guinée.

L'activité économique a enregistré un taux de croissance de 9,9% issu des conclusions des missions réalisées dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) en 2017 pour une prévision initiale de 5,6%. Cette croissance est imputable

au dynamisme du secteur secondaire à travers les résultats enregistrés par les activités du secteur minier. Le taux d'inflation annuel est passé de 8,3% en 2016 à 8,8% en 2017 pour un objectif de 6,8% dans le PNDES. Grâce aux mesures de politique économique, budgétaire et monétaire restrictives, le taux d'inflation est resté ainsi à un chiffre. Le compte courant de la balance des paiements s'est fortement amélioré, passant d'un déficit de 2,2 millions de dollars US en 2016 à un excédent de 574,7 millions de dollars US en 2017, fruit de plusieurs années de réformes dans le secteur minier.

Quant au solde commercial, il est passé de -1814,8 millions USD en 2016 à 1110 millions USD en 2017. Les réserves brutes en mois d'importation ont été de 2,2 mois contre 1,7 en 2016 grâce aux efforts de rapatriement des recettes d'exportation.



Les bases d'une meilleure gouvernance posées

Dans le cadre de la promotion de la bonne gouvernance au service du développement durable, des activités importantes ont été réalisées en matière d'Etat de droit, de démocratie, de sécurité et de cohésion sociale. Ceci a permis l'amélioration de l'accès à la justice, la promotion et le renforcement de l'indépendance et la responsabilité de la magistrature, la consolidation de la liberté d'expression et la promotion d'un dialogue politique permanent, constructif, inclusif et résilient.

Au plan de l'action publique efficace, efficiente, inclusive et durable, les efforts ont porté sur le renforcement des capacités institutionnelles de l'Etat, l'accroissement et la modernisation de l'offre de services publics au niveau local et la promotion d'une diplomatie efficace et en phase avec les valeurs nationales.

La transformation structurelle de l'économie amorcée

Dans le cadre de la transformation structurelle durable et inclusive de l'économie, des efforts importants ont été consentis dans le développement rural à travers des investissements structurants en aménagements et en renforcement des capacités des acteurs, un accent particulier a été porté sur l'amélioration de l'accès des PME/PMI à des financements adaptés à leurs besoins et la construction/réhabilitation des infrastructures. Des actions fortes pour le développement de la connectivité et des services numériques, le renforcement des pôles miniers et la réorganisation du secteur de l'artisanat minier.

En dépit des efforts dans le cadre de la promotion des aménagements hydro-agricoles, des équipements agricoles et de l'utilisation des intrants agricoles par les paysans, des contre-performances ont été enregistrées au niveau du taux de croissance du secteur primaire. En effet, dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, il a été mis à la disposition de la population agricole 60 190 tonnes

d'engrais, 3 775 tonnes de semence de riz, 1 420 tonnes de semence de maïs, 250 tonnes de semence de soja, 52 808 litres d'herbicide total, 10 000 litres d'herbicide sélectif, 95 500 litres d'insecticide et 150 kg de fongicide, la réalisation de campagnes de vaccination de 417 500 bovins contre la péripneumonie contagieuse bovine, le suivi technique de la distribution et le transfert des alevins aux pisciculteurs et l'empoissonnement en géniteurs dans les retenues des barrages.

Dans le domaine de l'industrie minière et manufacturière, des efforts importants ont porté sur l'élaboration d'un cadre stratégique de développement industriel; l'amélioration de l'accès des PME/PMI à des financements adaptés à leurs besoins; la promotion de Petites et Moyennes Industries (PMI), surtout en amont et en aval des agropoles régionales et des pôles miniers. Des gros efforts également pour le développement d'une agro-industrie compétitive, orientée vers la demande nationale et sous régionale et la sécurisation des sites des zones industrielles.

Le capital humain de plus en plus renforcé et valorisé



S'agissant de la valorisation du capital humain et du renforcement de la lutte contre l'exclusion et les inégalités sociales qui constituent le troisième pilier du PNDES, des performances ont été enregistrées au niveau de l'indice synthétique de fécondité et le ratio de dépendance démographique; du renforcement des capacités financières, techniques et humaines du système de santé pour un accès universel aux soins de santé. Des résultats tangibles observés en matière d'élargissement de la couverture sanitaire à l'ensemble de la population; de soutien nutritionnel à ces groupes vulnérables et de renforcement des capacités et de la qualité d'accueil des établissements préscolaires. Le renforcement de l'électrification rurale à travers le Bureau d'électrification rurale décentralisée (BERD), la promotion de l'initiative privée et le programme de plate-forme multifonctionnelle et la réhabilitation et l'extension des systèmes d'approvisionnement en eau potable des centres urbains font partie des progrès accomplis.



Le capital naturel davantage pris en compte et mieux sauvegardé

Au titre de la gestion durable du capital naturel, les actions ont porté sur la promotion d'une prise de conscience par les individus de la valeur de la diversité biologique et des mesures qu'ils peuvent prendre pour la conserver et l'utiliser de manière durable; la réforme ou la réduction progressive voire l'élimination des incitations, y compris les subventions néfastes pour la diversité biologique, au profit d'incitations positives en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique conformes aux obligations internationales. On notera par ailleurs, la prise de mesures ou l'application des plans pour assurer une production et une consommation durables ainsi que le maintien dans des limites écologiquement sûres, des incidences d'utilisation des ressources naturelles

et la gestion durable des zones consacrées à l'agriculture, l'aquaculture et la sylviculture dans une perspective de conservation de la diversité biologique.

Ces performances macroéconomiques n'occultent cependant pas les difficultés rencontrées au cours de l'année. Il s'agit des faiblesses liées aux statistiques et à la mobilisation effective des ressources pour le financement des actions projetées.

Rappelons que pour la période 2016-2020, le PNDES envisage entre autres, de poser les bases solides pour une transformation structurelle de l'économie guinéenne à placer sur une trajectoire qui conduira le pays à la prospérité inclusive et durable pour son émergence à l'horizon 2040.

Le PNDES et ses outils de mise en œuvre

Le PNDES, on l'a souligné est un cadre fédérateur des stratégies thématiques et sectorielles destiné à construire une synergie de toutes les interventions en matière de développement économique et social pour l'échéance 2016-2020 en Guinée. Ce cadre qui s'appuie sur 4 piliers a besoin cependant pour son opérationnalisation d'utiliser trois instruments majeurs que sont : le Programme National d'Investissement (PNI), le Programme d'Investissements Publics (PIP) et la Plateforme Intégrée de Gestion des investissements publics. Des outils élaborés et mis en œuvre par le Ministère du Plan et du Développement Économique

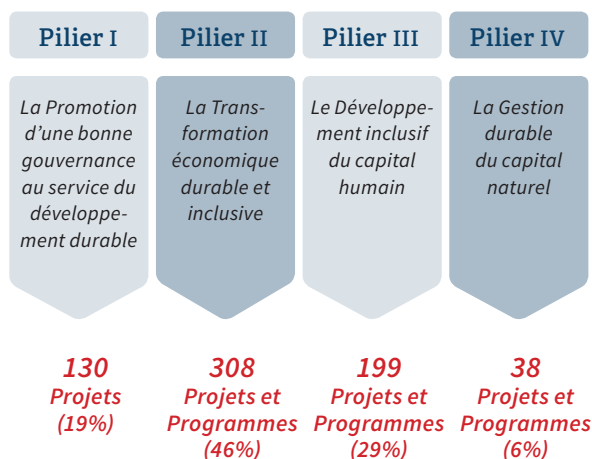
Le Programme National d'Investissement (PNI) 2016-2020

Le Programme National d'Investissement (PNI) 2016-2020 comprend les projets publics, privés et partenariats publics-privés. Il est l'un des outils d'opérationnalisation du PNDES auquel il est aligné en termes d'objectifs, de coût et de durée. Le PNI est le produit d'un processus participatif ayant impliqué au cours de ses étapes d'élaboration, les ministères sectoriels et les institutions républicaines.

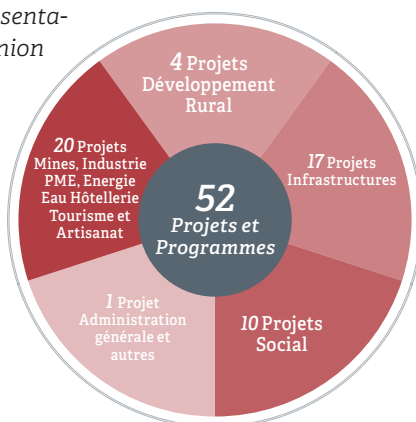
Le Programme National d'Investissements a un montant total de 121.884 milliards GNF dont 11milliards GNF en 2016 (9,4%), 13 086 milliards GNF en 2017 (10,7%), 21milliards GNF en 2018 (17,9%), 34milliards GNF (28,4%) en 2019 et 40 897 milliards GNF en 2020 (33,6%).

A noter que les investissements publics représentent 37milliards GNF, soit 30, 9 % du coût global du PNI contre 84milliards GNF (69,1%) pour les investissements privés.

En termes de répartition des projets par pilier, le PNI se présente comme suit :



Les 52 projets et programmes à maturité élevée ont fait l'objet de présentation à la réunion du Groupe Consultatif les 16 et 17 novembre 2017 à Paris. Ils sont répartis entre les secteurs suivants :



En termes de classification, trois (3) portefeuilles de projets et programmes ont été identifiés. Il s'agit :

- ✦ Un portefeuille actif de **267 projets et programmes (40%)** pour un coût estimatif de **73 637 milliards GNF** ;
- ✦ Un portefeuille phare de **172 projets et programmes (25%)** pour un coût de **247 007 milliards GNF** dont 52 projets et programmes à maturité élevée
- ✦ Un portefeuille de réserve de **236 projets et programmes (35%)** pour un coût de **228 305 milliards GNF**.

Le Programme d'Investissements Publics (PIP)

Le Programme d'Investissements Publics (PIP) est un cadre de programmation financière qui intègre l'ensemble des investissements de l'Etat et assure la liaison entre les Stratégies Nationales de Développement et la Loi des Finances. Il est aussi un programme triennal glissant dont l'année de base constitue le volet dépenses en capital du budget de l'Etat sanctionné par la Loi Programme. Il est en outre, un instrument de négociation et de recherche de financement du Gouvernement auprès des Partenaires Techniques et Financiers. Il est revu chaque année pour tenir compte des réalisations et de l'évolution effective des ressources et priorités nationales.

Son objectif est d'offrir un cadre cohérent pour traduire les politiques globales et sectorielles du Gouvernement en projets et programmes prioritaires tenant compte des moyens de financement et de la capacité d'absorption.

La caractéristique fondamentale du PIP est sa cohérence avec le Plan National de Développement Economique et Social (2016-2020) dont il est l'outil d'opérationnalisation. Il permet de dégager les priorités de l'Etat en matière d'investissements pendant les 3 années de sa mise en œuvre. L'élaboration du PIP est un exercice participatif et itératif entre tous les acteurs intervenant dans le processus.



Barrage Souapity

Contrairement au Programme National d'Investissements (PNI), le Programme d'Investissements Publics (PIP) ne contient que des projets et programmes d'investissements publics, répartis en trois (3) catégories :

1. Le portefeuille de projets et programmes en cours d'exécution, (ceux dont le financement est acquis et ceux pour lesquels il l'est partiellement), programmés à la première année du PIP;
2. Le portefeuille de projets et programmes en négociation, pris en compte à partir de la deuxième année. Il convient de préciser que certains projets de cette catégorie peuvent être programmés à la première année selon leur niveau d'avancement des négociations;
3. Le portefeuille de projets et programmes en recherche de financements programmés à la troisième année du PIP.



Le Programme d'Investissements Publics permet de renseigner :

- ✦ la situation macroéconomique du pays à travers quelques agrégats économiques ;
- ✦ la répartition des investissements selon les axes stratégiques du document national de stratégie en vigueur, les ODD, les secteurs économiques, les régions naturelles et la zone spéciale de Conakry;
- ✦ Le financement selon les sources (le bilatéral, le multilatéral), la nature et le statut

La Plate-forme Intégrée de Gestion des Investissements Publics

La Plate-forme Intégrée de Gestion des Investissements Publics (SIG PIP) est une base de données développée en ligne pour assurer la transparence et l'efficacité de l'exécution des investissements publics. Ce grand portail numérique permet de renseigner en temps réel les fiches de

projets et programmes, le cadre logique, la programmation, l'exécution et le suivi évaluation des projets d'investissements publics en Guinée. Il dématérialise le processus d'élaboration, de programmation, d'exécution et de suivi évaluation. La plateforme comprend quatre (4) modules :

MODULE 1

Gestion administrative relative à la gestion de base de données contenant tous les différents modèles de documents administratifs liés à la gestion du PIP ;

MODULE 2

Programmation du PIP axée sur la gestion du processus aux niveaux sectoriel et central ;

MODULE 3

Système d'Aide à la programmation et au suivi-évaluation du PIP ;

MODULE 4

Suivi et Evaluation est la gestion du processus de suivi et évaluation des projets et programmes du PIP aux niveaux sectoriel et central.

Les avantages liés à la mise en place de cette plateforme intégrée d'informations sont entre autres:

La disponibilité des tableaux de bord sur tous les projets et programmes en temps réel qui favorise un gain de temps énorme dans le processus de prise de décision et de programmation du PIP ;

L'existence d'un système standardisé et harmonisé favorisant la comparabilité des performances des acteurs, des structures, des secteurs et des projets et programmes ;

La création d'un référentiel unique favorisant une gestion cohérente des données de base (codification, libellé des objectifs stratégiques de développement (OSD), des ODD, des PTF, etc;

La mise en place d'un contrôle rigoureux permet d'entrer des données fiables basé sur le processus de validation successives ;

La disponibilité de l'information à tous les niveaux à l'échelle projet/programme, structure, secteur, régional et national ;

Le gain de temps considérable dans la saisie, l'actualisation et le traitement des données.

Il convient de préciser que la plateforme en construction très avancée va fonctionner avec des codes d'accès à tous les niveaux de gestion des projets et programmes. Elle va être accompagnée d'un manuel de procédures et de spécifications techniques et fonctionnelles.

La mise en place de cette plateforme s'inscrit dans le cadre de la réforme globale des finances publiques et

bénéficie de l'accompagnement de la Banque Africaine de Développement et du PNUD. A date un noyau dur de responsables des BSD sectoriels, des responsables et gestionnaires d'unités fonctionnelles de projets et le staff de la plate-forme logée au sein de la Direction nationale des Investissements Publics sont en formation très avancée pour le déploiement rapide et efficace de l'outil qui se veut moderne et pilote en Afrique.

Rencontre avec...

Mme Kanny Diallo, Ministre du Plan et du Développement Economique

Mme la Ministre du Plan et du Développement nous fait l'honneur d'ouvrir cette rubrique, en tant que première invitée du Bulletin MPDE. Mme Kanny Diallo nous apporte un éclairage utile et pratique sur les zones d'ombre qui entourent le PNDES depuis les travaux concluant du groupe Consultatif de Paris. Un entretien à bâtons rompus très édifiant :



« PNDES : Une enveloppe de près de 9 milliards de dollars US de mobilisés »

Depuis le groupe Consultatif de Paris et l'annonce des intentions de financement de l'ordre de 21,7 milliards de dollars US en faveur de la Guinée, beaucoup de personnes s'interrogent sur le niveau de mobilisation des ressources. Où en est-on ?

Mme Kanny Diallo : Il utile et important de préciser tout d'abord, que les annonces de fonds lors du Groupe consultatif de Paris sont des engagements à moyen et long terme. Ces fonds (21,7 milliards de dollars US) sont en effet, mobilisables sur la base d'un processus de programmation de financement obéissant à des procédures spécifiques à chaque bailleur ou Partenaire technique et financier du pays. Cela requiert donc du temps ! Fort heureusement que les choses bougent dans ce sens au niveau de nos différents partenaires au développement.

Grâce au Cadre de Partenariat Pays

“CPP”, la Banque Mondiale a mis à date à la disposition de la Guinée, une enveloppe de 1,5 milliards de dollars US sur la période 2018-2023. La BAD, elle a alloué au pays, par le biais de son Document Stratégie - Pays, une enveloppe supplémentaire de 371 millions de dollars US couvrant la période 2018-2022. Ce qui porte l'engagement du Groupe de la Banque Africaine de Développement en Guinée à environ 1 milliard de dollars US sur les trois (3) prochaines années.

On note la même dynamique chez nos partenaires de la Banque Islamique du Développement (BID). Le portefeuille actif de la BID en Guinée est passé de 204 millions de dollars US en 2015 à 713 millions de dollars US en mars 2019. Ce qui dénote de la qualité de nos relations et de l'engagement de ce partenaire stratégique à soutenir les projets et programmes de développement inscrits dans le PNDES.

On soulignera également la contribution de notre partenaire stratégique

chinois qui s'élève à la bagatelle de 1,8 milliard de dollars US. Nous apprécions et saluons également, l'accompagnement des autres partenaires techniques et financiers (bi et multilatéraux) qui travaillent à concrétiser leurs promesses depuis le forum de Paris. Il s'agit de nos amis de l'Union Européenne et de la Banque Arabe pour le Développement Economique (BADEA). Pour ce qui est des financements privés qui touchent en gros le secteur minier, ils s'élèvent (toutes sociétés confondues) pour la période 2016-2018 au montant de 3milliards 940 millions de dollars US. Paris.

A la fin juin 2019, je suis ravie d'annoncer qu'on n'est pas loin de l'enveloppe globale de **9 milliards de dollars US** de mobilisés depuis qu'on a commencé le PNDES. Vous conviendrez avec moi qu'en injectant de tels montants dans l'économie guinéenne, cela ne devrait qu'avoir des impacts positifs à moyen et long terme sur le développement socioéconomique du pays.

“ Nous travaillons à corriger les faiblesses structurelles de la capacité d’absorption des fonds ”

Quels sont les freins à la mobilisation rapide et efficace des ressources en faveur du PNDES et surtout, quelles sont les approches de solutions novatrices envisagées ?

Mme Kanny Diallo : Nonobstant les problèmes de procédures, il faut admettre que la principale difficulté réside dans la faible capacité d’absorption du pays que nous nous employons à corriger graduellement. Parce que loin d’être un simple déficit de capacité, cela constitue un véritable problème structurel de l’administration guinéenne. Pour y remédier nous avons entrepris notamment de

- Renforcer les capacités institutionnelles de gestion des projets par la création d’une cellule, chargée d’accélérer les procédures de mise en vigueur des accords de financement qui était un des principaux facteurs du retard dans le démarrage des projets ;
- Dématérialiser les différentes étapes du cycle du projet pour plus de célérité en mettant en place une plateforme en ligne pour la gestion intégrée des investissements publics. Renseigner en temps réel la gestion des portefeuilles et le cycle du projet ;
- Poursuivre les actions de renforcement des capacités des acteurs de la chaîne d’exécution budgétaire en particulier les unités de gestion des projets.
- Des réformes et actions d’envergures appuyées par nos partenaires de la BAD, de la BID et de la Banque Mondiale qui ont mis à la disposition de la Guinée, une enveloppe de plus de 7 milliards de dollars US.

“ Les infrastructures et le secteur de l’énergie concentrent le gros des investissements ”

A date, dans quels secteurs de développement socio-économique, les ressources mobilisées en termes d’investissement ont été injectées ?

Mme Kanny Diallo : Si on regarde le tableau d’ensemble, les ressources mobilisées sont réparties comme suit

- 50% des fonds financent des projets dans le secteur de l’Énergie et de l’hydraulique ;
- 32% des montants sont alloués aux investissements des projets d’infrastructures routières
- 8% vont au secteur du développement rural ;
- Et le reste du financement se répartit entre les secteurs de la santé (3%), de l’administration territoriale (2%) du commerce et de l’industrie (1%) et des appuis institutionnels (3%).

Il faut dire que tous ces investissements sont le reflet des projets et programmes que nous avons eu le privilège d’élaborer et de faire financer par le gouvernement et nos partenaires. Ce sont des projets et programmes importants et structurants surtout dans le domaine des infrastructures ainsi que dans le secteur de l’énergie. Mieux, pour davantage valoriser les atouts du pays, nous avons recentré notre stratégie autour de la chaîne des valeurs du secteur agricole et du développement local.

Il est aussi important de relever que la mise en œuvre du PNDES a mis l’économie guinéenne sur une trajectoire de forte croissance. Selon des données produites par nos services notamment l’Institut National des Statistiques, le PIB a progressé en

termes réels de 10,8% en 2016, à 13,4% en 2017, bien au-delà des prévisions. Les perspectives de 2018 et 2019 étaient bonnes. Et si la tendance se maintenait la perspective d’une croissance à deux chiffres était un pari gagnable sur la période couverte par le PNDES. Un début d’amélioration des conditions de vie de nos populations que l’enquête démographique et de santé menée au cours du 1er semestre 2019 par l’INS devrait corroborer. Mais pour que la croissance forte se traduise en revenu par tête plus élevé, il faudra se doter de bons instruments de redistribution de la richesse ainsi créée surtout au niveau des dépenses d’investissement et de fonctionnement en dressant des filets sociaux productifs pour les populations les plus vulnérables.

“ Une batterie de mesures correctrices pour avancer efficacement ”

En termes d'orientation stratégique, quelles sont les mesures prises ou à prendre au niveau du Département pour gagner à court et moyen terme la bataille du développement ?

Mme Kanny Diallo : Nous avons conscience des gros défis et enjeux qui se dressent devant nous, en matière de développement socio-économique de la Guinée. C'est pourquoi, depuis notre arrivée à la tête de ce Département, nous avons déjà mis en place une batterie de mesures correctrices au nombre desquelles on peut citer :

- La création depuis 2016, d'une Direction unique chargée des investissements publics (DNIP) pour mettre fin à la fragmentation des fonctions de programmation et de suivi exécution des projets qui prévalait au sein de l'administration.
- La création des BSD (Bureau de Stratégie et de Développement) dans presque tous les ministères. Ce sont en effet, des structures d'exécution des dépenses publiques comme relais sectoriels de la chaîne de planification, programmation, budgétisation, suivi et évaluation des projets d'investissements publics.
- La systématisation des revues des portefeuilles des bailleurs de fonds pour améliorer le taux de décaissement et le taux d'exécution des projets. En tant qu'instrument de dialogue sur la performance globale des projets, les revues permettent d'apprécier l'état d'avancement des opérations par rapport aux prévisions, d'évaluer les taux de décaissement, d'anticiper les risques fiduciaires et d'arrêter de commun accord, les actions correctrices à mettre en œuvre ;
- La mise en place d'une Plate-forme informatisée de gestion intégrée des investissements publics en Guinée. Une initiative novatrice de mon département qui consiste à rendre accessible, via internet, à tous les intervenants du circuit d'exécution, une application informatique leur permettant de programmer, d'exécuter et de suivre l'avancement des projets du PIP.
- Le renforcement des capacités opérationnelles en matière de gestion des investissements publics à travers la mise en place des Unités de Gestion de Projet (UGP) avec un statut clair, le recrutement de membres des UGP y compris les coordonnateurs sur base concurrentielle, l'évaluation de leurs performances sur la base du contrat d'objectifs et la systématisation des outils opérationnels.



Pour ce qui est de la cohérence d'action, je voudrais rappeler que le PNDES s'appuie sur le Programme National des Investissements (PNI). Ce PNI est le cadre programmatique pour la période 2016-2020 qui organise, en fonction de leur maturité, les 675 projets prioritaires du PNDES. Ce PNI a pour vocation, d'assurer la cohérence des projets avec les objectifs et options stratégiques du PNDES, à faciliter l'élaboration du Programme d'Investissements Publics (PIP) triennaux, leur traduction dans la loi des finances et partant à l'amélioration de la qualité

des dépenses en capital inscrites au Budget National de Développement (BND). Vous voyez, l'effectivité de l'articulation PNDES –PNI-BND vient ainsi, non seulement consolider la chaîne PPBSE, mais en plus, elle contribue à accroître l'efficacité de la gestion du développement socle de notre action, au Ministère du Plan et du Développement Economique. Nous travaillons d'arrache-pied pour concrétiser la vision du Chef de l'Etat, Pr Alpha Condé et de son Gouvernement qui s'emploient à construire une Guinée, Pays émergent à l'horizon 2040.

LE BUREAU PAYS-BAD INAUGURÉ À CONAKRY

Renforcer le dialogue, promouvoir la coordination



C'est sous une pluie diluvienne, symbole de bonheur et de fécondité que le Bureau Pays de la Banque Africaine de Développement a été solennellement ouvert le mardi 23 juillet à Conakry, par le Chef de l'Etat, Pr Alpha Condé en compagnie de son hôte de marque, le Président du Groupe de la BAD, Dr Akinwumi A. En sa qualité de Gouverneur pays de la BAD en Guinée, Mme la Ministre du Plan et du Développement Economique a rendu un vibrant hommage au Chef de l'Etat, Pr Alpha Condé et au Président Akinwumi Adesina de la BAD pour s'être investis pleinement en faveur de la réhabilitation et l'ouver-

Assurer un soutien plus efficace.

ture de ces bureaux de haut standing. Mme Kanny Diallo indiquera à cet effet « *qu'au-delà de l'aspect cérémoniel, l'événement, marque une étape importante dans la coopération entre la BAD et la Guinée dont nous devons nous réjouir. En effet avec cette repré-*

sentation locale, nos deux parties peuvent bénéficier désormais d'une proximité pour discuter sur les questions aussi bien stratégiques qu'opérationnelles de notre coopération ».

Mme la Ministre, Gouverneur Pays de la BAD, mettra par ailleurs, en exergue la collaboration avec l'équipe Pays de la BAD en Guinée. « *Comme preuve de l'exemplarité de ce travail d'équipe, je voudrais mentionner qu'au titre de l'année 2019, quatre accords de financements ont été déjà signés pour un montant de près de 90 millions de dollars des Etats-Unis. Tout ceci illustre les retombées positives de cette collaboration rapprochée qui va être consacrée officiellement par l'inauguration du bureau local de la BAD* ».

Très honoré et comblé, le Président du Groupe de la BAD saluera le leadership du Chef de l'Etat et son engagement personnel en faveur du développement de la Guinée et du continent africain. Dr Akinwumi A. Adesina rappellera qu'à ce jour, « *le montant total des approbations de la Banque pour la Guinée s'élève à quelque 1,7 milliard de dollars, dont près de 40 % (680 millions de dollars) au cours des cinq dernières années* ». Des investissements qui couvrent des projets

tels que la route Coyah-Farmoreah pour 89 millions de dollars; le projet d'interconnexion électrique de 225 KV entre la Guinée et le Mali cofinancé avec l'Union Européenne, la Banque mondiale et la Banque Islamique de Développement, pour un coût total de 418 millions de dollars US ainsi que l'enveloppe de 100 millions de dollars dédiée à l'appui de la première phase du projet intégré de la Guinea Alumina Corporation (GAC), visant l'exploitation de la bauxite et le développement des infrastructures connexes, notamment ferroviaire et portuaire.

« *Ensemble, nous allons libérer le potentiel de la Guinée en tant que principal pourvoyeur d'énergie dans la Sous-région !* » conclura, le Président Adesina. Un engagement et une détermination salués par le Chef de l'Etat, convaincu qu'avec le soutien de la BAD, la Guinée gagnera le pari du développement et le défi de l'émergence. Satisfait de la qualité du partenariat et surtout de l'opérationnalisation du bureau pays, le Président de la République en compagnie de son frère et ami Dr Adesina coupera le cordon inaugural du Bureau Pays BAD à Conakry.



Mme KANNY DIALLO AUX ASSEMBLÉES ANNUELLES DU GROUPE DE LA BAD À MALABO

Une présence active pour une participation de qualité.

En sa qualité de Ministre du Plan et du Développement Economique et Gouverneur du groupe de la BAD pour la Guinée, Mme Kanny Diallo a dirigé du 11 au 14 juin 2019, la délégation guinéenne aux assises de la 54^{ème} assemblée annuelle de la Banque africaine de développement (BAD). Après avoir assisté à la séance plénière, solennellement

ouverte par le Chef de l'Etat équato-guinéen en compagnie de son homologue congolais dans le grand complexe de Sipopo de Malabo, Mme la Cheffe de la délégation gouvernementale guinéenne délivrera dans la foulée, au nom du Chef de l'Etat et du Gouvernement un discours à l'attention des invités et de personnalités conviés à ses assises.

Dans ce discours, Mme Kanny Diallo, Gouverneur Pays de la BAD saluera l'accueil du pays hôte ainsi que le leadership du Dr Akinwumi ADESINA, Président du Groupe de la BAD avant de centrer ses propos sur la thématique de ces assemblées : « *L'intégration régionale pour la prospérité économique de l'Afrique* ».

S'agissant particulièrement de la Zone de Libre Echange Continentale (ZLEC), Mme la Ministre Kanny Diallo plaide pour son effectivité à brève échéance. Nous espérons renchérra-t-elle, que « *le prochain sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine prévu à Niamey en juillet prochain, définira la feuille de route à cet effet* ».

La Cheffe de la délégation gouvernementale appréciera hautement, par ailleurs, la qualité du partenariat stratégique avec le groupe de la BAD : « *La Guinée est soutenue dans sa politique d'intégration régionale par la BAD à travers 10 projets régionaux d'un montant de plus de 300 millions de dollars des Etats-Unis. Concentrés dans les secteurs de l'énergie,*

A cet égard, elle a indiqué quatre (4) voies possibles qui s'offrent à la BAD pour renforcer son avantage comparatif et aider à accélérer le rythme de l'intégration économique régionale, à savoir :

1. La poursuite et le renforcement de ses interventions dans les 3 piliers de son cadre stratégique d'intégration régionale à savoir la connectivité de l'infrastructure, le commerce, l'investissement et l'intégration financière ;
2. Le recours à la Zone de Libre Echange Continentale (ZLEC) entrée en vigueur en avril 2019 comme une opportunité pour la BAD de découpler l'impact de ses interventions en matière d'intégration régionale ;
3. L'adoption des instruments de financements à la faveur d'une augmentation générale du capital et d'une reconstitution du FAD (Fonds Africain du Développement) pour soutenir un plus grand nombre de projets régionaux ;
4. La promotion de l'intégration régionale par les pays membres régionaux à travers leurs plans de développement et (ou) programmes nationaux d'investissements.

des routes et de l'environnement, ces projets bénéficient directement à 12 pays sur les 15 que compte la CEDEAO. C'est dire que sur le chemin de l'intégration régionale, les acquis sont indéniables ».

Pour les perspectives qui s'annoncent, Mme la Ministre du Plan se veut optimiste dans son message, au nom du Chef de l'Etat et du gouvernement guinéen « *Avec la ZLEC et le soutien politique de l'UA, les conditions seront réunies pour permettre à la BAD de passer à la vitesse supérieure. Je reste donc convaincue, que des présentes assises sortiront des orientations pertinentes à cet effet* » conclura-t-elle.

A préciser que Mme la ministre du Plan et du Développement Economique était en compagnie de son Collègue du Budget, Ismaël Diabaté, Gouverneur Suppléant de la BAD pour la Guinée ainsi qu'une équipe de hauts cadres de l'administration guinéenne.



Porteuse de la vision stratégique du Chef de l'Etat et du gouvernement pour une Afrique intégrée et plus forte sur l'échiquier mondial et surtout experte connue et reconnue dans les rouages de la BAD, Mme Kanny Diallo ouvrira et animera les débats d'un panel restreint de Gouverneurs et d'experts, le 13 juin à Malabo. Panel de haut niveau consacré aux «Partenariats porteurs de transformations : comment combler le déficit énergétique de l'Afrique par des initiatives régionales ».

Une occasion pour elle d'indiquer que « Pour combler leur déficit énergétique, nos États sont souvent amenés à faire un arbitrage entre une approche-pays et une approche régionale. Mais aujourd'hui, au-delà des évidences, nous disposons de justifications théoriques et pratiques qui sous-tendent l'approche régionale ».

Mme la Ministre rappellera les conclusions de quelques études récentes indiquant que « les élasticités PIB-consommation d'énergie sont plus élevées dans le cas d'une offre régionale que dans le cas d'une offre nationale; les interconnexions électriques avec les pays voisins sont l'option privilégiée, en cas dotation inégale en ressources naturelles de base et que les investissements pour l'alimentation en électricité sont très onéreux ». Et de conclure lors de ce déjeuner de travail « de ce fait l'approche régionale, non seulement, faciliterait le partage et la réduction

des coûts, grâce notamment à des économies d'échelle, mais rendrait, aussi plus abordable la contribution de chaque pays à l'effort global ».

On sait que dans le pipeline des projets d'intégrations régionales portées par la BAD, figurent notamment le projet d'interconnexion électrique en 225 kV entre la Guinée et le Mali assorti de la construction d'une ligne de transport d'électricité en double terre sur 714 km. Tout comme le projet d'inter-



connexion électrique au compte de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie "OMVG" avec la construction d'un barrage 128 MW et une ligne transport de 1677 km. Des projets d'infrastructures à dimension régionale impliquant la Guinée que Mme la Ministre du Plan et du Développement Economique rappellera, en guise d'exemple, pour illustrer son intervention, lors de ce déjeuner de travail à Malabo.

Avec un agenda très chargé, Mme la Ministre Kanny Diallo avait également participé aux travaux du Comité Directeur Mixte du Conseil des Gouverneurs, cadre où on avait discuté des questions majeures à l'ordre du jour de ses assises à l'effet de faire des propositions et recommandations pertinentes par rapport aux questions brûlantes concernant la Zone de libre-échange continentale « ZLEC », les scénarios possibles de la 6ème Augmentation Générale du Capital (ACG-VI et VII) ainsi que la reconstitution du Cycle du FAD (Fonds Africain de Développement). Le Groupe de la BAD souhaite en effet, disposer de suffisamment de ressources concessionnelles pour financer les efforts de développement en Afrique.

Le PNDES, faut-il le rappeler, est l'instrument opérationnel de la Vision prospective du Chef de l'Etat, Pr Alpha Condé et de son Gouvernement, pour bâtir une Guinée, « Pays Emergent » à l'horizon 2040.

La Ministre Kanny Diallo sur le terrain à Dalaba pour promouvoir l'esprit et les fondements du développement local



Convaincue que le développement global du pays passe d'abord et avant par celui des collectivités locales, Mme la Ministre du Plan et du Développement Economique était de la mission gouvernementale dépêchée à la mi-juin 2019 à Dalaba pour présider au lancement solennel des projets de l'Agence de Financement des Collectivités Locales (ANAFIC) dans les régions administratives de la Moyenne Guinée. D'importants fonds représentant 15% des revenus miniers collectés par la Guinée sont mobilisés pour financer la réalisation des infrastructures prioritaires au niveau des collectivités. Des investissements susceptibles d'améliorer l'économie locale à travers l'augmentation du niveau d'accès des populations aux services sociaux de base. Une initiative présidentielle hautement saluée par Mme la Ministre Kanny Diallo entourée par des membres du Gouvernement et personnel de commandement et élus

des deux Régions Administratives de Labé et de Mamou réunis à Dalaba.

Madame la Ministre du Plan et du Développement Economique soulignera la portée des fonds ANAFIC « *Le Gouvernement guinéen, répondant au souci permanent du Président de la République, Professeur Alpha CONDE d'appuyer le développement local, a décidé de mettre à la disposition de l'ANAFIC des ressources nécessaires à la réalisation des micros projets. Ces micros projets sont au nombre de 90, répartis entre les huit préfectures des régions de Mamou et de Labé.* ». Mme Kanny Diallo s'est félicitée à l'occasion de l'adhésion massive des populations de la Région au programme de société porté par le Chef l'Etat en faveur des populations guinéennes « *Votre présence massive à cette cérémonie témoigne de votre soutien à la politique de développement que déploie le Pr Alpha Condé et son gouvernement... Il ne cesse de nous rappeler que le développement se fera à la base ... Je vous exhorte donc à travailler ensemble et à utiliser à bon escient ces fonds alloués pour changer rapidement et positivement les conditions de vie des populations rurales.* ».

Enfin, Madame la Ministre du Plan et du Développement Economique a soutenu que la réussite dans la mise en œuvre de tous ces projets, requiert un climat de paix et de concorde. Par conséquent, elle a invité les bénéficiaires à sauvegarder la paix et la cohésion sociale.



LE CONCEPT PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

Un coup d'œil dans le rétroviseur

« La planification est définie comme une science qui a pour objet d'assurer, selon une progression croissante la satisfaction des besoins des populations d'un pays par une utilisation optimale de ses ressources, au moyen de documents prospectifs séquentiels appelés plans ».

Les efforts de planification remontent aux années 1929, année de l'une des plus grandes crises du capitalisme pendant laquelle 773 établissements bancaires firent faillite avec une baisse de moitié de la production industrielle américaine et une augmentation conséquente du taux de chômage chez les ouvriers, 24,9 % de la population active et deux millions de sans abri.

Cette crise et celles qui ont suivi ont eu pour conséquence, une reconnaissance générale de la politique

publique et du rôle du secteur public dans le processus de développement. A partir du milieu des années 1950, au moment où les pays africains commençaient à accéder à l'indépendance, la planification du développement jouissait déjà d'une large pratique par les gouvernements du monde entier. Un rôle central lui était attribué dans la théorie et la pratique de la gestion économique.

En Afrique, l'euphorie des indépendances, a pris de court ses dirigeants qui se sont retrouvés divisés quant aux idéologies dominantes de

l'époque. Certains pays, comme la République de Guinée, séparés brusquement du colonisateur se sont tournés très tôt vers une gestion de l'économie d'orientation socialiste dû à un environnement hostile à leur indépendance. L'Etat a été perçu comme la locomotive du développement cumulant les fonctions d'un Etat régulateur de la vie socio-économique ; d'un Etat entrepreneur et gestionnaire par la création des entreprises publiques et d'un Etat providence par la fourniture de services publics répondant à toutes les demandes sociales.

La Guinée et la Planification... un mariage qui date des indépendances

A l'instar d'autres pays du continent, la Guinée, de l'indépendance à l'avènement de l'Armée au pouvoir en 1984, a connu un système de planification centralisée avec des séquences variables en fonction des orientations et des objectifs de développement définis. Le Gouvernement avait la charge de définir ce qui était bien pour le peuple. La Première République a ainsi connu quatre plans de développement économique et social : le Plan Triennal 1961-1963, le Plan Septennal 1967-1973, le Plan Quinquennal 1974-1978 et le deuxième Plan Quinquennal

de 1981-1985 qui a été interrompu en 1984 à la prise de pouvoir par l'Armée.

A la suite de la grande récession économique des années 1980 et dont les effets à long terme ont contribué à la crise de la dette des pays en développement, la planification du développement a été pointée d'un doigt accusateur de la part des institutions de Bretton Woods. Le FMI et la Banque Mondiale prônant l'économie de marché étaient pour un recul de l'Etat et contre toute forme d'interventionnisme étatique.

L'ère des FRPC et des DRSP

La politique économique de réduction de la pauvreté a utilisé comme principal instrument de mise en œuvre, la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC), qui remplace désormais, la FASR. La principale conditionnalité pour les pays pour bénéficier de ce « guichet » était l'élaboration d'une Stratégie de Réduction de la Pauvreté. La Guinée s'est engagée dans cet exercice afin de donner de nouveau un contenu précis et complet aux orientations générales de "Guinée vision 2010", élaborée en 1996, en dégageant notamment, dans une perspective de moyen et long terme, des objectifs quantifiables.

Les nouvelles stratégies basées sur la réduction de la pauvreté ont constitué certes une avancée par rapport aux démarches antérieures, cependant elles ne sauraient jouer le rôle d'un cadre global prenant en compte les grands problèmes de développement à moyen terme de l'économie.

L'option libérale de 1984 met en veilleuse la planification



À l'avènement de la Deuxième République le 03 avril 1984, le Comité Militaire de Redressement National a pris l'option en faveur d'une économie de marché qui a donné naissance à un nouveau concept, le 22 décembre 1985, celui de la « planification contractuelle et décentralisée ». Ce concept qui visait l'implication des populations, ne produira pas les effets escomptés. Ainsi, dès 1986 un programme de politique économique orienté principalement vers la libéralisation de l'économie et le rétablissement des équilibres macroéconomiques a été élaboré avec l'appui de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. Ce programme sera le commencement d'une intervention de plus en plus marquée des institutions internationales principalement la BM et le FMI dans la définition même de la politique économique du pays.

Des instruments spécifiques de politique économique seront mis en place tels que la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS), peu après remplacée par la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR). Comme on peut le constater entre 1986 et 1994, la politique économique de la Guinée est passée par toutes les phases classiques des programmes de réforme : De la stabilisation à l'ajustement structurel.

Trois programmes de ce type ont été mis en œuvre en Guinée à savoir :

- *Le Programme de réformes économiques et financières (1985-1988);*
- *Le Programme triennal (1989-1991) au titre de la Facilité d'ajustement structurel (FAS);*
- *Le Programme au titre de la Facilité d'ajustement structurel renforcé (FASR).*

L'exécution de ces différents programmes a montré leur limite. La plupart des contraintes et faiblesses structurelles de l'économie guinéenne ont continué de peser et la pauvreté avait sensiblement augmenté. Ce constat a conduit à partir de 1999, la Guinée à l'instar d'autres pays africains, à souscrire aux programmes élaborés avec l'appui des organisations de Breton Woods visant explicitement la réduction de la pauvreté.

En 2011, la Guinée renoue avec la Planification

Ce cadre global sera le Plan Quinquennal de développement économique et social 2011-2015 élaboré par le Gouvernement appelé à rompre avec le pilotage à vue et le manque de vision. Ce Plan avait pour mission de relever les défis et enjeux dans les différents domaines économique et social, et plus particulièrement ceux relatifs aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Prenant en compte ces défis, le Gouvernement a opté pour les cinq axes stratégiques suivants, fondement du Plan quinquennal : (i) l'amélioration de la gouvernance ; (ii) la lutte contre la pauvreté ; (iii) le développement des infrastructures de base ; (iv) l'expansion éco-

nomique et la promotion des secteurs porteurs de croissance ; (v) la restructuration des forces de défense et de sécurité.

Toutefois, le Plan Quinquennal 2011-2015 dans sa mise en œuvre n'a pas bénéficié de l'intégralité des investissements prévus, à cause de la faible mobilisation des recettes budgétaires due aux effets pervers de la maladie à virus Ebola (MVE) et à la dualité avec le troisième Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Son impact sur l'économie nationale a été fortement amoindri.

Et vint le PNDES !

Le plan quinquennal 2011-2015 arrivé à son terme le 31 décembre 2015 en même temps que le DSRP 2013-2015, le Gouvernement, à travers le Département en charge du Plan, a décidé de doter le pays d'un Plan de Développement Économique et Social (PNDES) de deuxième génération pour la période 2016-2020. Le PNDES est l'unique référentiel pour toutes les actions de développement.

Les quatre (4) piliers du développement de la Guinée exprimés dans ce plan de deuxième génération sont :

- *La promotion de la bonne gouvernance au service du développement durable ;*
- *La transformation structurelle de l'économie nationale qui favoriserait une croissance économique accélérée, inclusive et durable ;*
- *Le développement inclusif du capital humain adapté aux besoins de l'économie ;*
- *La gestion durable de l'environnement.*

LA BANQUE MONDIALE À L'ÉCOUTE DE LA GUINÉE !



Une grande mission de la Banque Mondiale dirigée par son Vice-Président pour l'Afrique, **Mr Hafez Ghanem** a séjourné récemment en Guinée. Cette mission précédée par une équipe d'experts conduite par Mme Coralie Gevers, nouvelle Directrice des Opérations pour la Guinée ainsi que l'Administrateur Pays à la Banque Mondiale, **Mr Jean Claude TCHATCHOUANG** a eu une importante séance de travail le lundi 29 juillet avec Mme la Ministre Kanny Diallo et son Cabinet. Des discussions techniques autour du dialogue pays, du portefeuille des projets et des perspectives de renforcement du partenariat avec le groupe de la Banque Mondiale.

« *C'est un grand honneur et un privilège de vous recevoir en Guinée* » affirmera d'entrée, Mme la Gouverneure Pays de la Banque Mondiale qui soulignera, à l'attention de son illustre hôte et de sa suite de hauts fonctionnaires et d'experts « *toute la satisfaction du Gouvernement et surtout de son département pour la qualité du Dialogue avec l'équipe pays et les avancées enregistrées dans la gestion du portefeuille de projets appuyés par la Banque en Guinée, notamment dans l'amélioration remarquable du taux de décaissement passé de 7%, il y a deux ans, à 40% de nos jours* ». Un signe

de vitalité et de qualité grâce, rappellera-t-elle, « *à la synergie d'action et au travail de suivi avec l'équipe de la banque, le tout appuyé par les réformes d'envergures initiées par le Chef de l'Etat et mises en œuvre par le gouvernement* » sous la coordination du Ministère du Plan et du Développement Economique. Mme Kanny Diallo fera par la suite, un survol du cadre macroéconomique, brossera la situation du programme avec le FMI ainsi que le point sur l'appui budgétaire sollicité par le gouvernement auprès de la Banque. Elle apportera également un éclairage à l'équipe du Vice Président Ghanem sur le programme indicatif 2019-2020, le niveau de mobilisation des ressources du PNDES (près de 9 milliards de dollars us à date), les contraintes affectant le portefeuille (25 projets au total) notamment le secteur de l'électricité ainsi que les mesures pour accroître sa performance en lien avec le dialogue pays.

Au terme de cet exposé liminaire, le Vice-Président de la Banque Mondiale pour l'Afrique se dira « *très impressionné par les avancées en matière de gestion du portefeuille et notamment les progrès enregistrés dans l'augmentation de la capacité de décaissements des ressources affichée ces dernières années par la Guinée grâce au dynamisme de Mme la Ministre du Plan et du Développement Econo-*

mique et des équipes des départements sectoriels appuyés par l'équipe pays de la Banque en Guinée ». Hafez Ghanem rassura, en affirmant que son équipe « *va tout faire pour maintenir l'élan pris pour préserver et renforcer les acquis dans la gestion du portefeuille et le dialogue pays* ». Le Vice Président de la Banque Mondiale plaidera surtout en faveur de la consolidation de l'actuel portefeuille en s'appuyant sur des projets novateurs comme ceux touchant à l'autonomisation des femmes avec des filets de sécurité conditionnés en lien avec la fragilité et la pauvreté. Mr Ghanem a encouragé le gouvernement à fournir davantage d'efforts dans la mobilisation de ressources internes à travers l'e-gouvernance ou l'économie numérique et surtout en prenant des mesures hardies dans la gestion du secteur de l'électricité.

En guise d'appui et signe de la confiance que la banque place en la Guinée, l'Institution de Bretton Woods a signé avec le Gouvernement guinéen, deux accords le lundi 29 juillet 2019. Deux accords d'un montant global de 80 millions de dollars US couvrant l'appui au projet de renforcement de la compétitivité des micros, petites et moyennes entreprises ainsi que le soutien à l'enseignement préscolaire et fondamental. Des projets composantes majeures du PNDES 2016-2020.

MPDE en Action !

FÊTE DU PERSONNEL :

Célébrer le travail énorme abattu par les cadres et saluer la mobilisation des partenaires au développement en faveur du PNDES.



Une fête en apothéose dans un cadre somptueux regroupant le personnel du Département du Plan et du Développement Economique, des membres du Gouvernement, d'anciens ministres, représentants d'Institutions Républicaines, des ambassadeurs en poste et des représentants de la communauté des bailleurs de fonds, partenaires techniques et financiers de la Guinée ... L'évènement convivial et festif a eu lieu, le 27 juin 2019 à l'Hôtel Sheraton de Conakry.

Sacrer et consacrer l'effort du personnel MPDE

Une fête pour célébrer le travail énorme abattu par les compétences et expertises relevant de l'actuel Département et de celui de l'ancien Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, figure en bonne place, la production de la **Vision prospective Guinée 2040**. Une vision dont la matérialisation passe par le **PNDES 2016-2020**.

Cet important instrument d'orientation stratégique a été élaboré en un temps record (moins de 8 mois) par les cadres du département avant d'être soumis à la validation du Gouvernement et à l'adoption par l'Assemblée Nationale. Par la suite, avec l'élan imprimé à la dynamique par Mme la Ministre Kanny Diallo, les acteurs des différents départements ont été mis à

l'œuvre pour élaborer le Programme National d'Investissement (**PNI 2016-2020**). Un condensé des projets publics, privés et ceux issus des Partenariats Publics-Privés, présenté au **Groupe Consultatif de Paris** avec tout « le succès probant de **21,7 milliards de dollars US** d'intention de financement » que la Guinée a obtenu de ce forum, en novembre 2017.

Laisser parler son cœur pour remercier les PTFs

Dans son allocution de circonstance, Mme Kanny Diallo, a commencé par remercier le Chef de l'Etat et les hautes autorités du pays pour la marque de confiance placée en elle, doublée du soutien dont elle bénéficie dans la conduite de ce processus. Elle a souligné et insisté particulièrement sur l'aura et le leadership du Président de la République, Pr Alpha Condé. Toute chose ayant permis, on se le rappelle encore, « la grande réussite » des travaux du Groupe Consultatif de Paris : « Nous avons eu le privilège d'avoir organisé un groupe consultatif après l'élaboration du PNDES et d'avoir eu un soutien exceptionnel. C'était une grande première dont les résultats ont été au-delà de nos attentes par rapport à la moisson de Paris comparée même à ce que d'autres pays africains qui ont fait le même exercice ont obtenu. Nous, nous avons eu le privilège d'obtenir des annonces de financement à hauteur de plus de 21,7 milliards de dollars US ». Mme Kanny Diallo mettra aussi en exergue, le niveau de mobilisation des fonds notamment ceux annoncés depuis le Groupe Consultatif de Paris « Aujourd'hui, je suis ravie d'annoncer qu'on n'est pas loin de l'enveloppe de 9 milliards de dollars US mobilisés depuis qu'on a commencé le (PNDES). Vous conviendrez avec moi qu'en injectant de tels montants dans l'économie guinéenne, cela ne devrait qu'avoir des impacts positifs à moyen et long terme sur le développement socioéconomique du pays ».



La Cheffe du Département du Plan et du Développement Economique assurera enfin, les convives de la volonté du gouvernement et de la détermination de son département à tout mettre en œuvre pour corriger les faiblesses et lever les obstacles qui se posent à « la capacité d'absorption des fonds mis à disposition de la

Guinée au compte du PNDES » par les partenaires au développement. Elle réitérera surtout à cet effet, l'appel du gouvernement et du Chef de l'Etat à l'endroit des PTFs afin qu'ils poursuivent et renforcent la dynamique d'accompagnement de la Guinée pour atteindre son objectif de « Pays Emergent à l'horizon 2040 ».

Après l'effort, le réconfort !

Il est utile de rappeler par ailleurs, qu'une grande retrouvaille de l'ensemble des travailleurs du Ministère du Plan et du Développement Economique est prévue à l'occasion des fêtes de fin d'année 2019. Une occasion pour décerner des prix à des récipiendaires et célébrer « en famille » les résultats positifs et encoura-

geants atteints par le Département conformément à la feuille de route gouvernementale.

Pour boucler en apothéose cette fête du personnel, un « grand Diner » a été ouvert avec en filigrane, une animation culturelle goupillée par le Groupe orchestral « African Groove » de

Maitre BARRY en tandem avec l'artiste slameur, LELANO André Flamy « Le Maitre des mots ». L'artiste Flamy a fait une déclamation de « Slam » gravitant autour du PNDES et son importance stratégique pour le développement socio-économique de la Guinée.

ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BID À MARRAKECH

Mme Kanny Diallo confère avec le Président du Groupe de la Banque Islamique du Développement



Madame la Ministre du Plan et du Développement Economique, Gouverneur Pays de la Banque Islamique du Développement (BID) était parmi les éminentes personnalités conviées aux Assemblées Annuelles de la Banque Islamique du Développement tenues du 4 au 6 avril 2019 à Marrakech (Maroc).

Dans la ville capitale touristique marocaine, Madame Kanny DIALLO avait pris une part active à ce grand forum. Elle avait surtout eu des échanges fructueux avec le Président du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID). Une occasion pour elle, de renouveler au Docteur Bandar Bin Mohamed Bin Hamza Assad HAJJAR, les sincères remerciements des populations, du Chef de l'Etat et du Gouvernement guinéen pour la tenue (en

janvier 2019 à Conakry) des travaux de la conférence régionale du WAQF.

Mme la Ministre Kanny Diallo s'était particulièrement félicitée du soutien remarquable que la BID accorde à la Guinée dans le cadre de la concrétisation des promesses de financement tenues lors du Groupe consultatif de Paris. A date, le financement BID des projets inscrits au Programme

de la chaîne de valeur ayant un impact sur l'emploi jeune et la valorisation du potentiel agricole et minier.

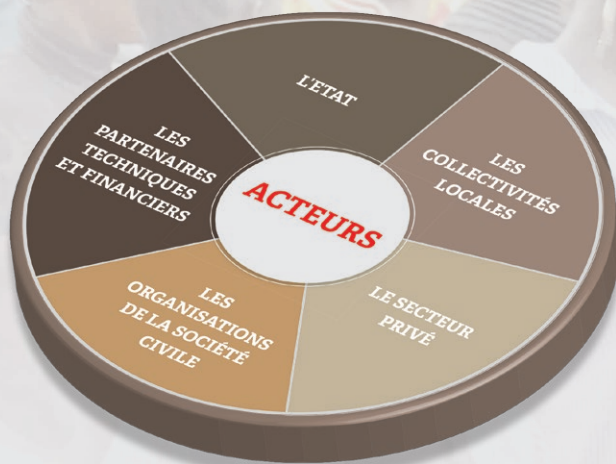
Satisfait de la qualité du partenariat BID-Guinée, le Docteur Bandar HAJJAR, Président du Groupe de la BID a vivement remercié en retour, le Peuple de Guinée et singulièrement, le Président de la République pour l'accueil dont il a bénéficié, lors de sa

visite de travail en Guinée. Il confiera à Mme la Ministre du Plan et du Développement Economique, toute la satisfaction de son Institution à accompagner la Guinée dans

le financement BID des projets inscrits au Programme National d'Investissements (PNI) est estimé à 1,2 milliard de dollars américain

National d'Investissements (PNI) est estimé à 1,2 milliard de dollars américain, y compris les opérations prévues dans le programme indicatif 2019-2021 de la BID. A ceux-ci s'ajoutent, faut-il le préciser, toutes les initiatives entreprises en faveur du gouvernement guinéen, pour le développement

le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES). La BID est un partenaire stratégique important qui accompagne la Guinée pour l'aider à relever les défis de son développement socioéconomique.



Dispositif Institutionnel du suivi-évaluation

Acteurs de mise en œuvre

Cadre de concertation et de coordination (CCC)

Comité Technique de Suivi (CTS)

Groupe Thématique (GT)

Bureaux de Stratégie et de Développement (BSD)

Cellules Régionales et Préfectorales (CRP)

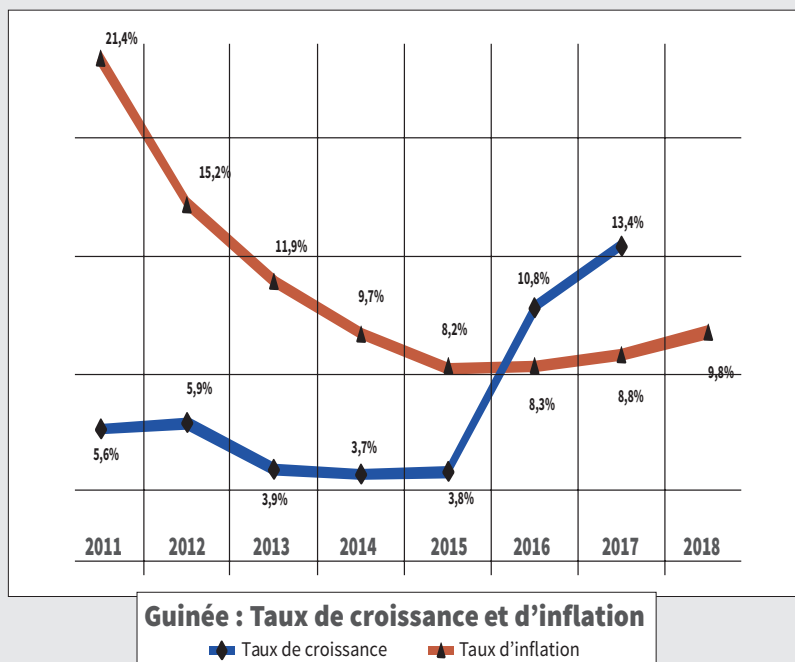
Perspectives démographiques de la population guinéenne de 2014 à 2025 selon le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 3) en 2014.

ANNÉES	POPULATION GLOBALE	TAUX DE CROISSANCE	ACCROISSEMENT
2014	10 523 261	0,028	
2015	10 817 912	0,028	294 651
2016	11 120 814	0,028	302 902
2017	11 432 197	0,028	311 383
2018	11 752 298	0,028	320 102
2019	12 081 362	0,028	329 064
2020	12 419 641	0,028	338 278
2021	12 767 391	0,028	347 750
2022	13 124 878	0,028	357 487
2023	13 492 374	0,028	367 497
2024	13 870 161	0,028	377 786
2025	14 258 525	0,028	388 364

Source INS

Le PNDES met l'économie guinéenne sur la trajectoire d'une forte croissance.

« Il est aussi important de relever que la mise en œuvre du PNDES a mis l'économie guinéenne sur une trajectoire de forte croissance. Selon des données produites par l'Institut National des Statistiques, le PIB a progressé en termes réels de 10,8% en 2016, à 13,4% en 2017, bien au-delà des prévisions. Les perspectives de 2018 et 2019 étaient bonnes. Et si la tendance se maintenait, la perspective d'une croissance à deux chiffres est un pari gagnable sur la période couverte par le PNDES ». Dixit Mme la Ministre du Plan et du Développement Economique



MINISTRE DU PLAN ET DU
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Avec l'appui de nos Partenaires



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT



Au service
des peuples
et des nations



BANQUE MONDIALE